



Ève Fouilleux, Laura Michel, (dir.)

Quand l'alimentation se fait politique(s)

**Presses universitaires de Rennes, 2020,
349 pages**

La question alimentaire bénéficie d'un intérêt croissant et d'une multiplication des émissions, publications, recherches et colloques produits sur le sujet. Le plus souvent, le regard porte sur l'agroalimentaire, les circuits d'approvisionnement, les conseils nutritionnels ou les comportements des mangeurs. Le grand intérêt de ce livre est d'emprunter une voie différente, plutôt nouvelle en France, proposant une analyse sociologique des processus de politisation des enjeux d'alimentation. En seize chapitres denses, très documentés, issus de recherches empiriques, les auteurs décrivent l'émergence des nouveaux problèmes publics alimentaires, leur mise sur l'agenda institutionnel, les jeux d'acteurs et mécanismes de prise de décision, les modalités de gouvernance et d'application des mesures, mais aussi les stratégies d'influence, les sources d'innovations et d'alternatives, les jeux partisans, les rapports de pouvoir et les phénomènes d'action collective.

Des textes analysent l'émergence historique et la construction politique de réalités aussi différentes que la défiance des consommateurs, la gastronomie, le gaspillage ou les dispositifs participatifs de sécurité alimentaire au Brésil. D'autres s'intéressent aux controverses entre acteurs et aux résistances d'une partie de certains groupes professionnels (agriculteurs, vétérinaires, etc.) face aux nouveaux défis : transition écologique, réduction des pesticides, antibiorésistance, etc. D'autres encore se focalisent sur la tendance à la territorialisation des politiques alimentaires, qu'il s'agisse d'ausculter les tenants et aboutissants du « manger local », d'initiatives récentes de régions et de métropoles en matière de soutien à l'agriculture biologique ou de distribution. On n'oubliera pas non plus les textes consacrés à l'étude des liens entre institutions et marchés, entre producteurs et acheteurs, ou à l'écologisation du secteur de la pêche.

De ce vaste panorama, l'introduction et la conclusion de l'ouvrage (toutes deux excellentes), tirent quelques enseignements généraux. Le premier est que les lectures politiques de l'alimentation s'accordent sur quelques priorités consensuelles : relocalisation des productions, agriculture urbaine, lutte contre le gaspillage, contrôle de l'agroalimentaire industriel, etc. Inversement, la politisation de l'alimentation fait apparaître des conflits de valeurs et des oppositions irréductibles, par exemple sur l'étiquetage nutritionnel, l'interdiction du glyphosate, le retour au « naturel », les dispositifs participatifs et la place à accorder aux citoyens, etc. Au total, voici une lecture prioritaire et enrichissante qui complète bien les productions plus habituelles sur la nutrition ou les conduites alimentaires.

Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr